
De : Jérémie Szembel [mailto:jeremieszembel@beziers-agglo.org]

Envoyé : mercredi 25 juin 2008 16:09

À : Consultation THD

Objet : Consultation publique FTTH - réponse collectivité CABM

Importance : Haute

Bonjour,

N'ayant pas trouvé de formulaire de réponse à la consultation lancée le 18 juin dernier sur les modalités de déploiement du FTTH, vous trouverez ci-joint les éléments sur lesquels nous avons réfléchi au niveau de notre collectivité :

Question 1

L'opérateur d'immeuble doit être unique pour tous les raccordements de l'immeuble du point d'entrée au logement afin de n'avoir qu'un seul interlocuteur.

Question 2

Dans le cas des constructions nouvelles, le pré-câblage ou le câblage pourrait être réalisé par l'aménageur lors de l'installation des réseaux électriques et téléphone. Dans ce cas, la propriété pourrait être portée par la copropriété et louée à l'opérateur d'immeuble qui en assure l'entretien et la maintenance.

Dans le cas de constructions anciennes, l'opérateur d'immeuble doit être propriétaire de l'équipement pour le louer, en entier sans saucissonner pour une meilleure gestion.

Question 3

Le premier opérateur doit poser la baie de brassage dès la primo-installation. Le fait d'équiper un immeuble ouvre la porte à l'entrée d'opérateurs tiers. La nécessité de ce point de brassage est avérée pour l'entrée d'un opérateur tiers. Ce point peut être utilisé par le premier opérateur comme moyen de pression et ralentir s'il le souhaite l'entrée des nouveaux opérateurs, au détriment du service pour l'usager.

Question 4

Pas assez de connaissance pour y répondre.

Question 5

En cas d'intervention (1^{er} établissement d'un opérateur tiers ou maintenance), l'opérateur d'immeuble doit être présent.

La copropriété doit être informée de la présence d'un nouvel opérateur en cas de mutualisation en pied d'immeuble.

Question 6

Aucune remarque si ce n'est que le câblage intégral de l'immeuble dès le premier abonné réduit les risques de nouvelle intervention.

Question 7

A l'échelle du point de mutualisation, il apparaît indispensable de connaître l'architecture du local de mutualisation pour déterminer les capacités d'accueil de nouveaux équipements d'opérateurs tiers. Il conviendrait également que ce soit indiqués aux collectivités ces mêmes informations (qu'il y ait ROIP ou non) et que cela ne reste pas uniquement du domaine des opérateurs.

Question 8

Le serveur d'éligibilité semble être une très bonne chose mais difficile à mettre en place. Cependant, ceci pourrait être lié et entériné dans le projet de loi LME sur la connaissance des réseaux.

Question 9

9a. A remplacer par la dénomination officielle « Office Public de l'Habitat » de la collectivité..... en cas de besoin

- 9b. Il me semble qu'une clause spécifiant une contrepartie financière pourrait être inclus dans cette convention type et non dans un document à part pour simplifier. Si la clause n'est pas utilisée, un « sans objet » suffira. Le document ne doit pas être alourdi d'annexes trop nombreuses.
- 9c. Un temps plus court de l'ordre de 3 à 5 mois doit être largement suffisant. Cela éviterait les « campagnes de conventionnements massifs » où les opérateurs conventionnent à tour de bras sans réalisation effective immédiate, juste pour bloquer leurs concurrents.
- 9d. La mention de mutualisation doit être écrite noir sur blanc pour engager l'opérateur d'immeuble à l'ouverture. Des pénalités pourraient même être envisagées.
- 9e. Il n'est pas fait mention de l'obligation de la part de l'opérateur d'immeuble d'informer le syndic de l'arrivée d'un nouvel opérateur, chose qu'il me semble indispensable.
- 9f. Le câblage progressif va à l'avantage de l'opérateur mais multiplie les interventions et ses possibilités de « groupage », au détriment des usagers.
- 9g. La mise en place d'un local disposant de suffisamment de place est indispensable. Il devrait être intégré aux règles de constructions comme dans le cas des autres réseaux.
- 9h. Etat des lieux avant / après obligatoire
- 9i. L'opérateur d'immeuble doit effectivement assurer cette garantie.
- 9k. Oui
- 9l. aucune remarque
- 9m. Difficile de donner une durée mais à l'issue les installations en état de marche doivent revenir à la copropriété.
- 9n. L'opérateur d'immeuble sur le départ DOIT assurer la continuité du service jusqu'à l'entrée d'un nouvel opérateur. Il sera dégagé de ses obligations dès qu'une nouvelle convention sera signée.
- 9o. oui.

Question 10

Trop peu de connaissance pour répondre mais faire remonter le NRO plus en amont que le pied d'immeuble me paraît important.

Question 11

Le point de mutualisation en pied d'immeuble est trop délicat en gestion des accès et doit être sorti du bâtiment (accès extérieur).

Question 12

Il est préférable à mon sens de sortir le point de mutualisation de l'immeuble et de le faire dans un local extérieur (souterrain ou aérien type sous-répartition cuivre).

Question 13

Pas de réponse.

Question 14

Cette mutualisation plus en amont dans un local type shelter semble très bien fonctionner dans les pays nordiques.

Question 15

- L'adressage a priori de zone à partir d'un point de mutualisation partagé est difficile à moins que ce point soit « dicté » par la collectivité sur la base du tracé de son ROIP (s'il existe).
- Le choix de l'emplacement et du découpage est difficile. Je n'ai pas les éléments suffisants pour y répondre mais cette consultation pourrait y arriver.
- Pour le déploiement à partir du point de mutualisation partagé, les obligations tiennent en la réduction des interventions lourdes et au partage et l'ouverture de toutes les infrastructures disponibles (collectivité et FT principalement).
- Le schéma le plus adapté est pour moi le point de mutualisation partagé.

Question 16

Sans objet.

Espérant que cette contribution pourra faire avancer le cadre de déploiement du très haut débit, je vous remercie d'avoir mis à disposition ce moyen d'expression collectif.

Je reste à votre disposition en cas de besoin.

Bonne journée.

PS : Quand est-il prévu une synthèse des réponses à cette consultation ?

PS : Pourriez-vous indiquer le nombre de contributions reçues par type d'acteurs svp ?

Jérémie Szembel

Chargé de mission "Béziers Méditerranée Numérique" - Responsable SIG

Communauté d'Agglomération Béziers Méditerranée

31, Quai Port Neuf - CS 30567

34536 BEZIERS CEDEX

tel: 04-67-09-72-78 port: 06-29-19-35-82 fax: 04-67-09-23-29